



Concurrence fiscale en Europe

Assemblée Nationale

Paris, 7 Octobre

Pierre Garello

Directeur de recherches pour IREF (www.irefeurope.org)

Mon propos s'articulera autour de trois idées:

1. Les vertus de la concurrence fiscale : elle corrige les méfaits de la démocratie
2. Les résultats de la concurrence fiscale : des taux plus faibles, plus de recettes et plus de croissance pour ceux qui réduisent proportionnellement la voilure de l'Etat
3. La nécessité d'abandonner les politiques fiscales incitatives : utiliser les incitations fiscales n'est pas une bonne idée. D'où l'intérêt de la flat tax.

1. Concurrence et démocratie

- Il n'y a pas de fiscalité optimale.
- Les choix fiscaux sont donc faits selon les souhaits de la majorité
- Si ces choix ne lui conviennent pas, le contribuable a deux recours possibles : « voice » (faire entendre sa voix, militer) ou « exit » (voter avec ses pieds).
- Si « exit » est coûteux alors « voice » est faible et, inversement, lorsque l'« exit » est bon marché—et donc plus crédible, le « voice » est mieux entendu.
- On ne comblera pas le déficit démocratique de l'Europe en emprisonnant tous les citoyens dans un système.
- Or, supprimer la concurrence fiscale en Europe, c'est accroître le coût de l'exit c'est donc accroître le déficit démocratique.

- Supprimer la concurrence c'est aussi opter pour la « taille unique » (« one size fits all »)
- L'harmonisation (vue par Bruxelles) est une « uniformisation ». Quel autre sens donner à une action visant à imposer l'harmonie ?
- Nous avons harmonisé la TVA, nous voudrions harmoniser le calcul de l'assiette fiscale de l'impôt sur les profits des sociétés.
- Là encore on cherche à supprimer l'une des beautés de la concurrence : lorsque la concurrence prévaut, chacun peut trouver le compromis qualité/prix qui lui convient.
 - Jan Schnellenbach dans son rapport pour IREF note une montée de « populisme redistributeur » en Allemagne (en tout cas chez les dirigeants). Devons-nous tous nous « harmoniser » sur cette position ?
 - La France, j'y reviendrai, est en passe de devenir le pays le plus « socialisé » des pays de l'OCDE : est ce que les autres Etats membres sont tenus de s'aligner (fusse à distance) sur notre position ?
- Est-il correct d'accuser les autres de concurrence déloyale parce qu'ils ne font pas les mêmes choix que nous (dumping social) ?
- L'harmonisation que l'on nous propose est d'autant plus dangereuse qu'elle signifie l'arrêt d'un processus de découverte. On s'arrête sur des solutions qui ne sont pas les bonnes ; on se prive d'un laboratoire d'expérimentation.



2. Les résultats de la concurrence fiscale

- D'une certaine façon, on n'arrête jamais totalement la concurrence.
- Le « cartel européen » des pays à forte fiscalité pas plus qu'un autre.
- Aujourd'hui la concurrence est plus forte car les « coûts de l'exit » sont plus faibles :
 - i. Taille des juridictions parfois réduites (décentralisation)
 - ii. Plus facile de travailler à l'étranger
 - iii. Plus facile de déplacer son capital
 - iv. Plus grand nombre de « cultures » attrayantes (chute des régimes communistes)
- Les graphiques attachés donnent une idée des effets :
 - Baisse universelle des taux d'imposition des revenus des entreprises
 - Baisse universelle des taux d'imposition des revenus des personnes
 - Accroissement des recettes fiscales
 - Baisse chez certains de la proportion prélèvements obligatoires/PIB
 - Accroissement chez d'autres.
 - **Ceux qui ont réduit la voilure de l'Etat (en termes relatifs) ont eu une croissance beaucoup plus forte.**
- Leçons à tirer :
 - La concurrence est source d'opportunités, encore faut-il les saisir !
 - La France aurait sans doute encore plus « dérapé » en l'absence de concurrence.
 - La France devrait se méfier.

3. La concurrence fiscale réduit les possibilités de politique fiscale : tant mieux !

- Il faut arrêter d'utiliser taxe et réglementation pour tenter (en vain) de réguler l'économie.
- Nous vivons l'échec, non pas du capitalisme sauvage, mais de la « troisième voie ».
- Le mérite de la « flat tax » est précisément de balayer toutes les politiques d'incitation (Ouvrage à paraître)
- Gardons à l'esprit la leçon de Bastiat : il ne faut pas s'arrêter aux effets visibles des politiques incitatives. Il faut tenter de voir les effets plus éloignés qui, la plupart du temps, sont bien moins bons.

En conclusion. Il faut :

- Rejeter les tentatives « d'harmonisation »
- Ne pas donner le pouvoir de taxer à Bruxelles (il abuse déjà du pouvoir de réglementer)
- Revoir notre politique de décentralisation fiscale pour accroître la concurrence chez nous (cf. Gérard Bramoullé, Finances et Libertés locales : Pourquoi l'explosion de nos impôts locaux », Contribuables Associés-IREF 2007)

Les pays qui ont choisi la *flat tax* ont aussi des taux plus faibles

Pays avec flat tax Taux de 2008	Pays avec flat tax Taux de 2008	Pays avec flat tax Taux de 2008
	Taux de l'impôt sur les revenus des personnes	Taux de l'impôt sur les revenus des sociétés
Estonie	24%	24%
Georgie	12%	20%
Lettonie	25%	15%
Lituanie	33%	15%
Roumanie	16%	16%
Russie	13%	24%
Slovaquie	19%	19%
Ukraine	13%	25%
Bulgarie	10%	10%
République Tchèque	15%	--
Pays sans flat tax Taux moyen 2006	Pays sans flat tax Taux moyen 2006	Pays sans flat tax Taux moyen 2006
	Taux de l'impôt sur les revenus des personnes	Taux de l'impôt sur les revenus des sociétés
UE-25	40.6%	26.6%
USA	38.6%	39.5%

Les pays qui ont « réduit la voileure » des dépenses publiques ont eu une croissance beaucoup plus forte

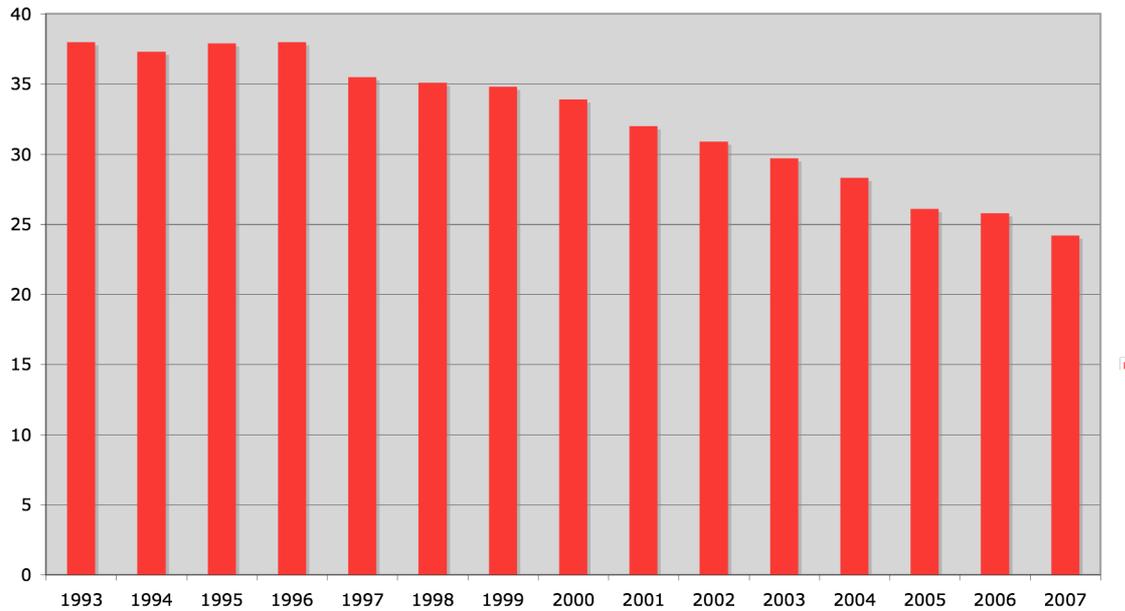
(Source : repris de V. Curzon-Price, 2008)

1990-2003	Variation du rapport recettes fiscales sur PIB	Variation du PIB réel
Moyenne non pondérée pour les pays qui ont augmenté le pourcentage des recettes fiscales par rapport au PIB	+ 4.7	+30%
Moyenne non pondérée pour les pays qui ont diminué le pourcentage des recettes fiscales par rapport au PIB	- 4.0	+70%

N.B.: +30% sur 14 ans correspond à un taux de croissance moyen annuel de 2% par an
+70% sur 14 ans correspond à un taux de croissance moyen annuel de 4% par an

Les effets de la concurrence fiscale

Taux d'imposition des sociétés pour l'Union Européenne
(source: Données reprises de V. Curzon-Price, 2008)

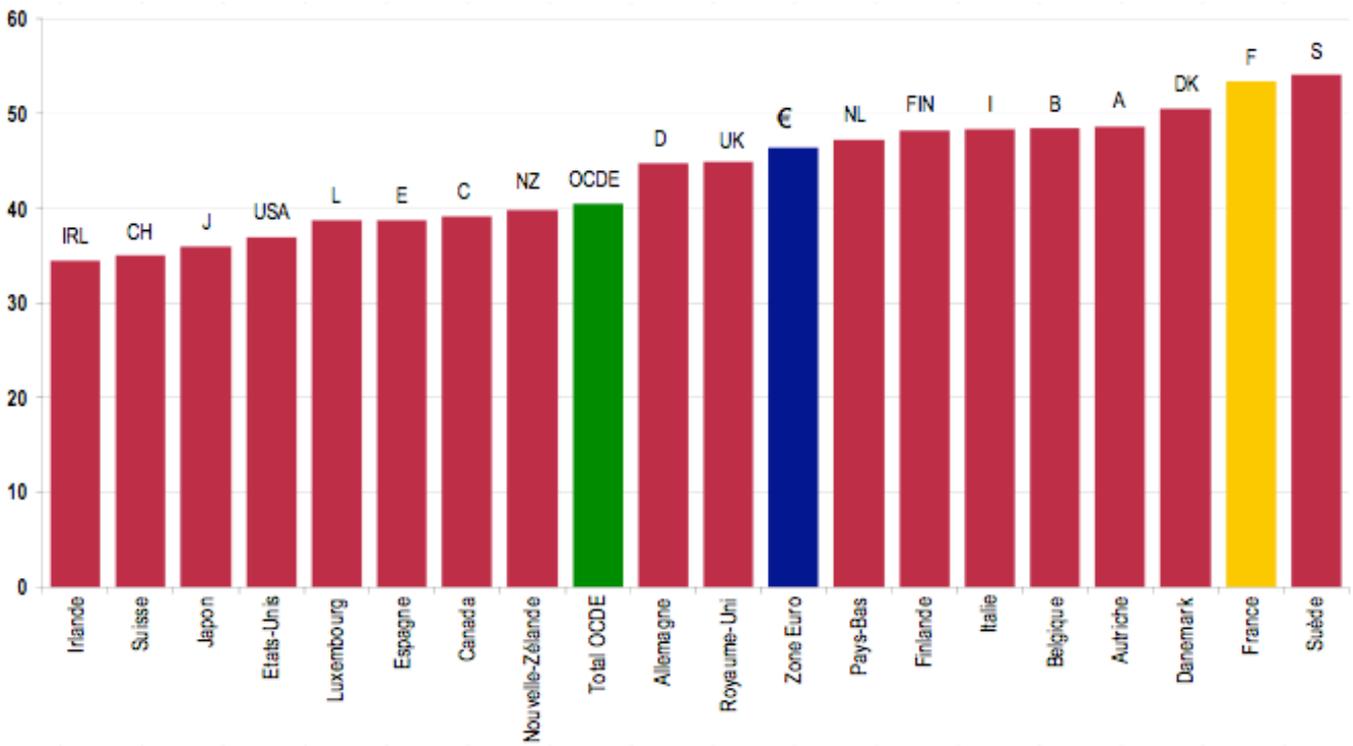


Taux d'imposition marginal des revenus des personnes
Evolution entre 1980 et 2003 pour différentes régions
(Source : repris de V. Curzon-Price, 2008)

	1980	2003	Variation
Pays industrialisés	71	44	-27
Asie	61	38	-23
Afrique	58	36	-22
Amérique latine	48	30	-18
Pays arabes et médit	32	20	-12
Moyenne mondiale	60	37	-23

La France est en passe de devenir le pays le plus "socialisé" de l'OCDE

Part des dépenses publiques en pourcentage du PIB



Source OCDE